

**Arrêté n° 2022-PREF/DCPPAT/BUPPE/080 du 2 juin 2022
portant imposition au Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA)
de prescriptions complémentaires pour l'exploitation de ses installations
suite à la découverte de tritium dans le bâtiment 196
situé sur le centre de SACLAY implanté sur le territoire des communes
de SAINT-AUBIN, VILLIERS-LE-BACLE et SACLAY**

LE PRÉFET DE L'ESSONNE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 511-1 et R. 181-45,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Éric JALON, préfet hors-classe, en qualité de préfet de l'Essonne,

VU le décret du 8 janvier 2019 portant nomination de M. Benoît KAPLAN, administrateur civil hors classe, en qualité de sous-préfet, secrétaire général de la préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2022-PREF-DCPPAT-BCA-032 du 18 février 2022 portant délégation de signature à M. Benoît KAPLAN, secrétaire général de la préfecture de l'Essonne, sous-préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté préfectoral n° 2009.PREF.DCI 2/BE 0172 du 25 septembre 2009 portant autorisation d'exploitation des installations classées pour la protection de l'environnement présentes sur l'ensemble du site du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) implanté sur les communes de Saclay, Saint-Aubin et Villiers-Le-Bacle,

VU l'arrêté préfectoral n° 2011-PREF.DRCL.BEPAFI.SSPILL/643 du 24 novembre 2011 portant actualisation des prescriptions de fonctionnement de l'ensemble du site du Commissariat à l'énergie atomique (CEA) implanté sur les communes de Saclay, Saint-Aubin et Villiers-le-Bacle,

VU l'arrêté préfectoral n° 2021-PREF/DCPPAT/BUPPE/057 du 10 mars 2021 portant imposition au Commissariat à l'Énergie Atomique et aux énergies alternatives (CEA) de mesures d'urgence pour l'exploitation de ses installations situées sur le centre de Saclay, implanté sur le territoire des communes de Saint-Aubin, Villiers-le-Bâcle et Saclay,

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 14 février 2022,

VU le projet d'arrêté préfectoral portant imposition de prescriptions complémentaires notifié le 28 mars 2022 au Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA),

VU les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 12 avril 2022,

VU l'avis de l'inspection des installations classées du 11 mai 2022 faisant suite à ces observations, et limitant à un an le délai accordé à l'exploitant pour réaliser les analyses nécessaires,

CONSIDÉRANT que les blocs béton contenant des déchets radioactifs ont été utilisés pour constituer les parois du bâtiment 196,

CONSIDÉRANT que le rapport de mesures de tritium dans les bâtiments 196 et 198 en date du 9 juin 2021 a conclu à une présence de tritium de l'ordre de 1500 Bq/m³ au niveau des blocs situés le long de l'abri constituant le bâtiment 196,

CONSIDÉRANT que lors de l'inspection du 29 novembre 2021, il a été demandé au CEA d'engager une étude afin de déterminer la cause de la présence de tritium au sein du bâtiment 196,

CONSIDÉRANT le retour d'expérience des analyses et études déjà menées sur le bâtiment 156,

CONSIDÉRANT que la présence de ce tritium atmosphérique dans le bâtiment 196 semble mettre en évidence une perte d'intégrité de colis de déchets radioactifs,

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire pour la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement d'imposer au CEA des prescriptions complémentaires pour l'exploitation de ses installations,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

Article 1^{er} :

Le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA), dont le siège social est situé 25 rue Leblanc, bâtiment le Ponant D, 75015 Paris, ci-après dénommé l'exploitant, est tenu de se conformer aux prescriptions du présent arrêté pour l'exploitation de ses installations situées sur le centre de Saclay implanté sur le territoire des communes de Saint-Aubin, Villiers-le-Bâcle et Saclay, à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 :

L'exploitant réalise les mesures, analyses, diagnostics, travaux et interventions visant à s'assurer de l'intégrité des colis de déchets radioactifs de sorte à ne plus constater de tritium (la teneur devant être inférieure au seuil de détection) et le cas échéant de tout autre radioélément en phase gazeuse, dans le bâtiment 196. À cette fin, l'exploitant réalise en particulier les opérations suivantes :

- sous un délai d'un an à compter de la date de notification du présent arrêté :

- diagnostiquer l'origine du tritium et ses voies de transfert,
- rechercher les autres radioéléments susceptibles d'être rejetés en phase gazeuse, en particulier le radon (issu des déchets, c'est-à-dire au-delà des teneurs naturelles localement admises pour le site),
- définir les travaux permettant de ne plus constater de tritium (la teneur devant être inférieure au seuil de détection) et le cas échéant de tout autre radioélément en phase gazeuse,

- sous un délai de 18 mois à compter de la date de notification du présent arrêté :

- proposer un planning de réalisation des travaux qui ne devra pas excéder un an et proposer la mise en œuvre des mesures de surveillances associées nécessaires.

Article 3 :

Un rapport de fin de travaux transmis à l'inspection des installations classées fait le bilan des opérations réalisées et statue sur leur efficacité.

Ce document est adressé au préfet de l'Essonne et à l'inspection des installations classées sous deux mois après la fin des travaux visés à l'article 2.

Article 4 :

Le bâtiment 196 est maintenu à l'arrêt (activités de gestion de déchets radioactifs hors stockage) et maintenu fermé dans l'attente des travaux de pérennisation de sa mise en sécurité prévus à l'article 2 du présent arrêté. Seules peuvent y être effectuées les opérations nécessaires à la sécurité et à la prévention des pollutions et à la réalisation des opérations visées à l'article 2 du présent arrêté, ainsi que les opérations nécessaires à l'évacuation des blocs TE prescrites par l'arrêté n°2021-PREF/DCPPAT/BUPPE/065 du 23 mars 2021, dans le respect des règles de radioprotection.

Article 5: Délais et voies de recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles, par voie postale (56 avenue de Saint-Cloud, 78011 Versailles) ou par voie électronique (<https://www.telerecours.fr/>) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de l'affichage en mairie ou de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Essonne, dans les conditions prévues à l'article R. 181-44 du même code.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le préfet de l'Essonne - boulevard de France - TSA 51101 - 91010 ÉVRY-COURCOURONNES Cedex ou hiérarchique auprès de Madame la ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires - 92055 Paris-La-Défense Cedex, dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Les tiers intéressés peuvent déposer une réclamation auprès du préfet, à compter de la mise en service du projet autorisé, aux seules fins de contester l'insuffisance ou l'inadaptation des prescriptions définies dans l'autorisation, en raison des inconvénients ou des dangers que le projet autorisé présente pour le respect des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.

Le préfet dispose d'un délai de deux mois, à compter de la réception de la réclamation, pour y répondre de manière motivée. A défaut, la réponse est réputée négative.

S'il estime la réclamation fondée, le préfet fixe des prescriptions complémentaires dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Article 6 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture,

Les inspecteurs de l'environnement,

L'exploitant, le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne.

Une copie est transmise pour information au sous-préfet de Palaiseau et aux maires des communes de Saclay, Saint-Aubin et Villiers-le-Bâcle.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

Benoît KAPLAN

